

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 Schoelcher

Schoelcher, le 03/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fondlayé
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV 25-002
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 janvier 2025 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée fait suite :

- d'une part à l'inspection du 4 novembre 2024 qui avait abordé la thématique gestion du confinement des eaux d'extinction incendie du site lors d'un incendie, mais au cours de laquelle l'exercice imaginé n'avait pas pu être joué du fait de contraintes d'exploitation ;
- et d'autre part permet de contrôler l'organisation de la gestion de crise à travers un scénario intégré dans le plan d'opération interne de ce site SEVESO seuil haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale thermique de Bellefontaine – dite Bellefontaine B, d'une puissance totale de 211 MWe à partir de 12 moteurs diesel, a été construite à côté de celle qui fournissait de l'électricité depuis 1984. Depuis novembre 2013, elle a progressivement pris le relais de la précédente installation arrêtée définitivement en mai 2014. Cette centrale couvre 55% des besoins locaux en électricité. Le site est classé Seveso seuil haut du fait de la quantité de fioul stockée.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en œuvre du plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 6.6.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu noter la bonne réactivité de l'exploitant suite à cet exercice inopiné. Quelques améliorations sont nécessaires notamment sur :

- la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie (canon à mousse),
- la vérification de l'évacuation complète du bâtiment,
- le choix de la mise en œuvre de l'émulseur pour le scénario étudié lors de cet exercice,
- et la fiche de ce scénario à compléter pour les éventuels effets dominos notamment sur le groupe moteur 12.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 6.6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours spécialisé (PSS) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du PSS par le préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice inopiné a été réalisé à la demande de l'inspection, visant à évaluer la réactivité et l'organisation de l'exploitant en cas d'incendie au sein de l'établissement. Le scénario de cet exercice simulait un incendie dans le magasin dédié aux ateliers divers, ainsi qu'au stockage de solvants, de matériaux combustibles et d'accumulateurs. Les objectifs principaux de cet exercice étaient de contrôler plusieurs aspects cruciaux : la réactivité de l'exploitant face à la situation d'urgence, l'organisation de la gestion de crise conformément au plan d'opération interne (POI), ainsi que la stratégie de mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie et la gestion des eaux d'extinction.</p> <p>L'exercice a débuté à 9h00, avec la présence d'un agent technique d'exploitation sur le terrain. Une levée de doute a été effectuée, suivie de l'évacuation du bâtiment « magasin ». Cependant, le feu est rapidement devenu incontrôlable malgré la mise en œuvre du robinet d'incendie armé (RIA) 7, situé au rez-de-chaussée. En conséquence, le POI a été activé à 9h09, suite à la remontée d'information au chef de quart.</p>

Le déploiement du canon à mousse, capable de délivrer un débit maximal de 3000 litres par minute, a été réalisé à 9h28, avec une mise en œuvre effective à 9h33. Avant cela, des manœuvres préalables avaient été effectuées pour assurer la sécurité des installations, notamment la mise en sécurité du groupe moteur 12, situé à proximité du bâtiment touché par l'incendie.

Les eaux d'extinction se sont écoulées vers le bassin d'orage via le réseau d'eaux pluviales, conçu pour recueillir ces eaux. Suite à une vérification sur le terrain demandée par l'inspection, il a été confirmé que la fermeture des vannes du bassin était observable depuis la salle de commande. De plus, il a été noté que ces vannes étaient initialement en position fermée durant l'exercice, garantissant ainsi une gestion appropriée des eaux d'extinction. La fin de l'exercice a été prononcée à 9h49.

L'inspection a pu noter lors de cet exercice :

- l'évacuation d'un personnel 8 minutes après l'alarme du magasin, mais ce dernier a bien été recensé correctement après la mise en œuvre du POI déclenché à 9h09 ;
- la présence d'une voiture électrique devant le bâtiment où l'incendie était simulé, mais qui a pu être déplacée durant les différentes manœuvres ;
- la vérification de la mise en sécurité du groupe moteur 12 au regard de sa proximité avec le magasin ;
- l'écoulement des eaux d'extinction incendie vers le bassin d'orage dont les vannes étaient en position fermée ;
- un délai long pour la mise en œuvre du canon à mousse depuis la prise en compte de l'information de feu non maîtrisable par le chef de quart ;
- une hésitation sur le raccord du canon à mousse à utiliser (raccord à eau ou raccord eau/émulseur).

Il convient de mentionner que l'exercice a été réalisé sans l'utilisation de l'émulseur. En effet, le canon à mousse utilisé est adapté à la lutte contre les incendies avec de l'eau ou de la mousse.

Lors du debriefing de l'inspection, l'exploitant s'est interrogé sur le caractère adapté de la stratégie d'extinction pour ce scénario (mousse ou eau puis mousse).

Pour ce qui concerne l'isolement du site vis-à-vis du milieu pour éviter une pollution, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que la position fermée de la « vanne ultime environnementale » avait bien été effectuée.

Concernant les eaux d'extinction incendie, l'exploitant informe que ces eaux polluées, collectées dans le bassin d'orage, seraient traitées comme déchet et pompées par la société E compagnie pour évacuation vers un centre de traitement approprié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- expliciter le délai important de mise en service du canon à mousse, préciser le délai de mise en œuvre attendu pour ce matériel au regard du scénario d'accident, et détailler les dispositions prises pour réduire au maximum ce délai ;
- vérifier que l'alarme incendie au niveau du magasin est audible par l'ensemble du personnel de ce bâtiment,
- vérifier l'adéquation des moyens mis en œuvre avec les caractéristiques des produits stockés dans le magasin notamment pour la mise en œuvre de l'émulseur. En effet, l'émulseur Petrofilm 3, serait davantage dédié aux feux de nappes d'hydrocarbures. Il se positionnera également sur la stratégie d'extinction appropriée au regard des interrogations soulevées.

La fiche « gestion des eaux d'extinction incendie » mentionne la vérification et la fermeture de la vanne ultime environnementale. Or cette dénomination de « vanne ultime environnementale » amenait des interrogations chez l'exploitant. Il conviendra que les documents opérationnels du POI de l'exploitant soient explicites.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois